

## Sommaire

<b>Consultation des communistes 2012</b> .....	<b>1</b>
Déclaration de Pierre Laurent.....	1
Déclaration d'André Chassaigne.....	4
Résultats de la consultation par fédération.....	5
<b>2012 : Prenez le pouvoir !</b> .....	<b>6</b>
Grand meeting unitaire.....	6
<b>Vie du Parti</b> .....	<b>7</b>
La marche des fiertés ce samedi à Paris.....	7
<b>Communication</b> .....	<b>8</b>
Aide à la communication.....	8

## CONSULTATION DES COMMUNISTES 2012

### Déclaration de Pierre Laurent

Après plus de deux mois d'un intense et remarquable débat démocratique, les communistes viennent d'arrêter leur choix pour les échéances présidentielle et législatives de 2012.

Près de 50 000 d'entre eux, 48 631 exactement, ont participé à cette consultation, soit plus de 70 % des adhérents à jour de leurs cotisations, condition à remplir au PCF pour participer au scrutin. C'est une mobilisation exceptionnelle qui souligne la valeur des choix effectués.

59,12 % des votants qui se sont exprimés ont choisi l'option qui leur proposait, dans le cadre d'un accord global du Front de gauche portant sur les orientations et les principes d'une campagne commune, le programme partagé acté avec nos partenaires, et un accord sur les candidatures communes aux législatives, de faire de Jean-Luc Mélenchon le candidat du Front de gauche à l'élection présidentielle.

36,82% des votants se sont prononcés en faveur d'une campagne de Front de gauche dont le candidat à l'élection présidentielle serait André Chassaigne.

4,06% des votants ont choisi la candidature d'Emmanuel Dang Tran comme candidat du PCF.

Le choix des communistes est donc clair, net et massif. Autour de ce choix démocratique, effectué dans la clarté et la transparence, les communistes peuvent désormais se rassembler. c'est un parti communiste totalement engagé dans la démarche du Front de gauche qui entre aujourd'hui en campagne, avec Jean-Luc Mélenchon comme candidat à l'élection présidentielle.

Ce choix des communistes est un geste fort adressé à notre peuple, à toutes nos concitoyennes et nos concitoyens, à toutes les femmes et les hommes de gauche de notre pays.

Par ce geste unitaire remarquable, les communistes donnent le feu vert à une entrée immédiate et rassemblée du Front de gauche en campagne, une campagne que nous voulons inédite.

Je veux ici saluer le sens profond des responsabilités qui a animé tous les communistes dans ce choix quelles qu'ait été leur option.



Toutes ces dernières semaines, alors que déferlaient les images et les petites phrases d'un désolant spectacle politique, mêlant affaires, sexisme, primaires et coups bas en tous genres, ces dizaines de milliers de militants de terrain, femmes et hommes de toutes générations qui forment le Parti communiste, eux menaient un débat de fond, pesant le pour et le contre d'une décision dont ils savaient l'importance pour le pays et pour la gauche. En citoyens libres, en militants solidaires, les communistes de France se sont exprimés dans leurs réunions, leurs assemblées générales, et lors de cette consultation en veillant sans cesse à la qualité de leurs débats, et à la fraternité qui est au cœur de leur combat. Chacun s'est prononcé en connaissance de cause. L'unité des communistes autour des choix effectués en sort renforcée. C'est un gage d'efficacité pour notre action.

Si la couverture médiatique du débat politique était indexée sur le nombre de votants, sur leur implication réelle, sur le souci de l'argument plus que de la petite phrase, nous serions au top. Constatons malheureusement que cette couverture médiatique est le plus souvent inversement proportionnelle à ces indicateurs de qualité démocratique. Dommage pour la qualité du débat citoyen. Raison de plus en ce qui nous concerne pour persévérer dans la voie d'un militantisme de qualité et de proximité.

Je veux également saluer les trois candidats qui se sont investis personnellement en soumettant leur nom au choix des communistes.

A Jean-Luc et André, dont les candidatures ont permis l'approfondissement du débat sur notre engagement dans le Front de gauche, je veux dire ces mots simples.

A Jean-Luc, qui est désormais notre candidat à l'élection présidentielle, je veux dire la valeur de notre engagement. Je sais que tu mesures la responsabilité qui est la tienne. Tu peux compter sur nous pour une grande et belle bataille unitaire, rassemblée. Nous veillerons ensemble, j'en suis sûr, à agir dans le respect de notre diversité et de nos engagements communs.

A André, je veux dire le respect de tous les communistes pour son engagement loyal, son attachement au déploiement d'un Front de gauche large, ambitieux, populaire, son ambition pour le développement du Parti communiste. Je sais, André, que nous pourrons compter sur ton engagement personnel et ton ardeur pour ces objectifs qui nous sont communs.

Comme nous l'avions indiqué dès le départ, notre choix est un choix global qui porte sur l'ensemble des orientations des campagnes présidentielle et législatives dans lesquelles nous nous engageons avec un seul et unique objectif : ouvrir une perspective de vie meilleure à notre peuple.

Nous voulons une campagne dont les objectifs soient clairs. Nous savons qui nous voulons battre et quelle politique nous voulons voir gagner.

Nous voulons une campagne combattante, pour battre la droite, renvoyer l'an prochain la bande du Fouquet's à ses chères études, en finir avec les politiques sarkozystes d'allégeance aux marchés financiers, qui font tant de mal à la France et à tous les peuples d'Europe.

Nous voulons une campagne déterminée pour démasquer et faire reculer les mensonges du Front national. Que les forces du capital le plus réactionnaire qui sont ses meilleurs soutiens ne comptent pas sur nous pour entretenir la fable de la conversion sociale de l'extrême-droite !

Nous voulons faire gagner la gauche, pour une nouvelle majorité qui s'engage sur de réelles politiques de transformation sociale. Nous voulons vraiment la victoire. Nous en avons assez d'une gauche molle, qui face au scandale quotidien des politiques capitalistes réagit avec deux de tension et le cœur qui bat au ralenti. Nous nous adressons à ces millions de jeunes, de précaires, de salariés, femmes et hommes de toutes conditions qui n'en peuvent plus.

Nous nous adressons à ces millions de femmes et hommes de gauche, communistes, socialistes, écologistes, républicains, d'extrême-gauche, et à toutes et tous, nous disons : « Ensemble, avec le Front de gauche, soyons le cœur battant de la gauche, donnons à la gauche le punch dont elle a besoin pour mettre KO le pouvoir de Nicolas Sarkozy et sa politique ! »

Nous voulons une campagne populaire, une campagne de luttes et de rassemblement.

A toutes celles et ceux qui veulent avoir vraiment le mot à dire, qui ne veulent pas d'une campagne de supporters ou de fans, mais une campagne de citoyens qui construisent la politique ensemble comme on doit le faire en démocratie, une campagne qui redonne la parole et le pouvoir au peuple, à l'opposé du présidentielisme qui défigure la République en monarchie ; à toutes et tous, je dis aujourd'hui : « Ne soutenez pas la campagne du Front de gauche : investissez-la ! Faites-en votre affaire ! » Partout, dans

le pays, nous allons mettre en place des forums publics, des comités de campagne, des assemblées citoyennes, des ateliers législatifs, prenez y toute votre place.

Oui, nous ne voulons pas faire de la politique comme on nous la dicte. Nous voulons la changer pour de bon, sans attendre. Avec le Front de gauche, investissez la place publique de la politique, faites de la campagne 2012 qui nous attend la place Tahrir, la Puerta del Sol de la politique française, celle où c'est le peuple qui parle et qui décide.

Nous voulons une campagne pour un programme populaire, partagé par des millions de nos concitoyens. Celui que nous avons élaboré avec nos partenaires du Front de gauche, nous le versons à partir d'aujourd'hui à la critique et à l'enrichissement citoyens. C'est notre point de départ, nous voulons l'écrire avec vous dans toute l'année qui vient. C'est à vous, à nous tous, de dire ensemble, voilà ce que la gauche, une gauche digne de ce nom, doit faire pour changer la vie.

Nous voulons une campagne de luttes, une campagne contre la vie chère et pour l'augmentation des salaires, contre le pacte de l'euro plus qui veut nous condamner à l'austérité à perpétuité, une campagne qui fera entendre ce que les citoyens ne supportent plus, ce qu'ils veulent réellement voir changer, qui dira haut et fort ce qu'ils ne veulent plus entendre, ces discours qui dans la même phrase versent des larmes de crocodile sur la situation et plaident aussitôt pour le renoncement.

Nous voulons que l'ordre du jour de la campagne soit écrit par notre peuple, pas par les dérives de notre système politique.

Nous voulons parler de l'école – pas de Luc Ferry ! des droits des femmes – pas de l'affaire DSK ! des salaires – pas des guerres de curatelle entre la milliardaire Liliane Bettencourt et sa milliardaire de fille ! Nous voulons parler de l'avenir de la France, de l'avenir de l'Europe, de l'avenir du monde – pas des plans de carrière de Christine Lagarde.

Parce qu'il y a trop de souffrances dans notre peuple, parce que les pouvoirs des marchés financiers qui se passent du contrôle démocratique ne sont plus supportables, parce que les lois de ce système qui protègent une poignée de privilégiés en surexploitant le plus grand nombre conduisent le monde à des impasses dramatiques, nous voulons mettre au cœur du débat des réformes à la hauteur des enjeux de la crise actuelle, qui permettront de reprendre le pouvoir au service de l'intérêt général.

Nous voulons une campagne collective, parce que ce qui fera gagner la France, la gauche, le Front de gauche, c'est l'addition, la mise en mouvement rassemblée de toutes les énergies, de toutes les intelligences, de toutes les forces disponibles pour changer de cap.

Nous voulons des candidatures présidentielle et législatives au service de cette dynamique populaire. Oui, nous voulons faire du Front de gauche, un Front populaire pour une révolution citoyenne de la politique.

Nous voulons des campagnes présidentielle et législatives menées de pair parce qu'il ne suffira pas de dire qui est président demain si on ne dit pas en même temps quelle politique sera conduite avec quelle majorité. Nous n'oublions pas que les lois seront votées demain au Parlement et non à l'Élysée, que sans un grand nombre de députés communistes et du Front de gauche, aucune politique de gauche ne sera possible. Nous avons désormais avec Jean-Luc Mélenchon notre candidat à la présidentielle. Désignons partout nos candidates et candidats aux législatives à parité pour entrer en campagne le plus vite possible avec plus de mille candidats.

Voilà le sens profond de notre choix. Au terme d'un large débat démocratique, les communistes se sont exprimés. Je les appelle à se rassembler pour mettre partout en œuvre une campagne qui ne ressemblera à aucune autre. Dans le moteur du Front de gauche, il y a la force de la diversité et il y a une énergie communiste de nouvelle génération.

Celles et ceux qui croient à notre effacement ne sont pas au bout de leurs surprises !

A toutes et tous, je donne d'ores et déjà deux rendez-vous : le 29 juin, au métro Jaurès pour le lancement unitaire de la campagne commune du Front de gauche, et les 16, 17 et 18 septembre, pour la Fête de l'Humanité, qui s'annonce déjà comme un extraordinaire rassemblement populaire d'entrée en campagne.

## Déclaration d'André Chassaigne

Le peuple de France dispose aujourd'hui d'un Parti communiste en bon ordre de marche pour les échéances décisives de 2012 et pour répondre aux attentes de toutes celles et ceux qui sont en souffrance. Cette unité des communistes, avec leur capacité de conviction et d'action, est la seule garantie d'en finir avec la mal vie pour construire un avenir libéré des forces de l'argent.

Les conditions du débat indispensable sur la conception du Front de gauche et sur la démarche qu'il doit porter dans les mois et années à venir ont été clarifiées par la décision de la Conférence nationale de responsabiliser tous les communistes. C'est un acte décisif qui permet aujourd'hui de nous rassembler autour d'un objectif politique commun avec les élections présidentielles puis législatives de 2012.

Je prends acte de la décision majoritaire des communistes, qui s'est construite sur la base du contrat politique travaillé avec les partenaires du Front de gauche. Cet accord d'ensemble comporte les orientations politiques et la conception de la campagne, ainsi que le programme populaire et partagé. J'espère qu'il sera rapidement finalisé par la conclusion de l'accord sur les législatives, dans le respect de chacune des organisations, garantissant ainsi l'implication de toutes les forces du Front de gauche et le soutien à ses candidates et candidats sur l'ensemble du territoire.

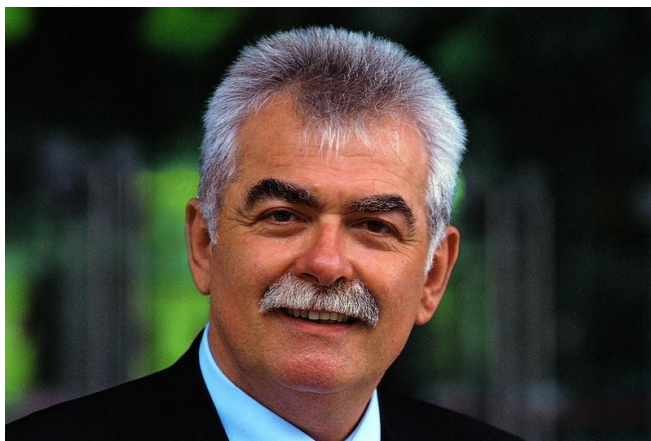
Comme je l'ai affirmé tout au long de la période de débat sur les différentes candidatures, je m'engage pleinement dans la perspective d'un large rassemblement des Françaises et des Français autour de notre ambition commune et du programme populaire et partagé. Afin d'accentuer la dynamique de rassemblement du Front de gauche, je suis toujours convaincu que l'implication populaire doit être un axe déterminant de notre campagne pour construire les contenus de la transformation sociale et écologique que nous voulons.

C'est par ce travail de fond sur les consciences que nous pourrons au mieux concrétiser notre volonté d'un autre projet de société. Amplifions pour cela notre construction politique collective, encourageons l'action et l'engagement du plus grand nombre, appuyons toutes les luttes et tous les combats qui se font jour. Soyons donc audacieux pour sortir du formatage de la politique-spectacle ! C'est en initiant réellement une pratique répondant aux nouvelles attentes populaires que nous redonnerons à la politique ses lettres de noblesse et que le Front de gauche prendra une dimension nouvelle, dépassant largement les seules organisations qui le composent, pour en faire une propriété citoyenne.

C'est aussi cette démarche qui nous permettra de peser dès aujourd'hui, concrètement, sur les orientations de la gauche dans son ensemble, sans attendre le rapport des forces issu des élections. Plus que jamais, notre Parti, avec la richesse et l'expérience de ses militants, doit être au cœur de cette implication populaire. Notre responsabilité est énorme pour apporter des solutions de haut niveau à la fracture de civilisation mise en œuvre par les forces de l'argent.

J'en appelle solennellement aujourd'hui à la responsabilité politique de chaque communiste, quel qu'il ait pu être son choix pour la désignation du candidat du Front de gauche, pour qu'il entre et participe sans retenue à la bataille qui s'engage.

L'avenir de nos concitoyens, celui des peuples d'Europe et le propre avenir de chacun d'entre nous en dépend.





# 2012 : Prenez le pouvoir !

Notre objectif pour 2012 : se débarrasser de Nicolas Sarkozy et ouvrir une alternative à gauche pour changer nos vies. Pour y parvenir les communistes ont décidé de d'amplifier la dynamique du Front de gauche, avec un programme populaire et partagé, élaboré avec vous, porté par les candidats du front de gauche aux législatives et Jean-Luc Mélenchon comme candidat à la présidentielle. Par ce geste fort d'un candidat qui n'est pas membre du PCF, les communistes font le choix du rassemblement avec la volonté de bousculer l'ordre établi.

## 2012 : Place au peuple

Le peuple va se débarrasser de Sarkozy et de sa bande du Fouquet's. Leur politique, pour satisfaire les marchés, a tout dévasté et créé trop de souffrances. Les valeurs de la République, Liberté Egalité Fraternité, ont été bafouées par un État mis au service de quelques-uns. Ils ont ouvert la voie à l'extrême droite en recyclant leurs idées antisociales et racistes. Comme les autres dirigeants d'Europe et les banquiers, ils ont exploité leur crise et l'ont fait payer aux peuples. Ils ont soumis les grands enjeux sociaux et environnementaux à leur soif de profits et au productivisme.

## Maintenant place au peuple.

nous avons besoin de profonds changements : repenser les modes de production et la répartition des richesses, ouvrir une nouvelle ère où ce soit « l'Humain d'abord » qui domine, construire les moyens d'une vie digne pour chacun, une vie soucieuse de l'avenir de nos enfants et de la planète. nous voulons les 35h00 comme durée hebdomadaire de travail, le Smic à 1600 €, la retraite à 60 ans à taux plein. Pour cela, il faut rompre avec les logiques libérales que prônent le MEDEF, la Commission européenne ou le Fmi. il faut une autre politique du crédit et une répartition des richesses juste, des services publics élargis et démocratisés, la création de nombreux emplois, des droits nouveaux pour les salariés. il faut une gauche qui ne renonce pas à ses promesses une fois l'élection passée et une nouvelle majorité de gauche à l'Assemblée qui initie ces changements avec le peuple.

## C'est l'ambition du Front de Gauche.

Sa démarche s'inscrit au coeur de la gauche pour la faire bouger. Unis de nouveau, avec le Parti communiste, le Parti de gauche et la Gauche unitaire, il ne se limite pas à une stratégie électorale. Avec les syndicalistes, avec les militants associatifs, les intellectuels et tous les salarié-es et les citoyennes, le Front de Gauche agit et propose pour qu'enfin le peuple soit entendu. il est ouvert à tous ceux et toutes celles qui veulent y contribuer dans des Comités qui seront créés dans chaque circonscription législative.

Avec le Front de Gauche, face à la bande du Fouquet's et aux actionnaires. Prenez le pouvoir !

## Grand meeting unitaire

Mercredi 29 juin 2011 | Place Stalingrad | M° Jaures | 18h30

- 18h30 concert avec HK et les Saltimbanques
- 20h00 Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de Gauche



Notre objectif pour 2012 : se débarrasser de Nicolas Sarkozy et ouvrir une alternative à gauche pour changer nos vies. Pour y parvenir les communistes ont décidé de d'amplifier la dynamique du Front de gauche, avec un programme populaire et partagé, élaboré avec vous, porté par les candidats du front de gauche aux législatives et

**Jean-Luc MELENCHON** comme candidat à la présidentielle. Par ce geste fort d'un candidat qui n'est pas membre du PCF, les communistes font le choix du rassemblement avec la volonté de bousculer l'ordre établi.

### 2012 PLACE AU PEUPLE

Le peuple va se débarrasser de Sarkozy et de sa bande du Fouquet's. Leur politique, pour satisfaire les marchés, a tout dévasté et créé trop de souffrances. Les valeurs de la République, Liberté Egalité Fraternité, ont été bafouées par un État mis au service de quelques-uns. Ils ont ouvert la voie à l'extrême droite en recyclant leurs idées antisociales et racistes. Comme les autres dirigeants d'Europe et les banquiers, ils ont exploité leur crise et l'ont fait payer aux peuples. Ils ont soumis les grands enjeux sociaux et environnementaux à leur soif de profits et au productivisme.

**Maintenant place au peuple.** Nous avons besoin de profonds changements : repenser les modes de production et la répartition des richesses, ouvrir une nouvelle ère où ce soit « l'Humain d'abord » qui domine, construire les moyens d'une vie digne pour chacun, une vie soucieuse de l'avenir de nos enfants et de la planète. Nous voulons les 35h00 comme durée hebdomadaire de travail, le Smic à 1600 €, la retraite à 60 ans à taux plein. Pour cela, il faut rompre avec les logiques libérales que prônent le MEDEF, la Commission européenne ou le Fmi. Il faut une autre politique du crédit et une répartition des richesses juste, des services publics élargis et démocratisés, la création de nombreux emplois, des droits nouveaux pour les salariés. Il faut une gauche qui ne renonce pas à ses promesses une fois l'élection passée et une nouvelle majorité de gauche à l'Assemblée qui initie ces changements avec le peuple.

**C'est l'ambition du Front de Gauche.** Sa démarche s'inscrit au coeur de la gauche pour la faire bouger. Unis de nouveau, avec le Parti communiste, le Parti de gauche et la Gauche unitaire, il ne se limite pas à une stratégie électorale. Avec les syndicalistes, avec les militants associatifs, les intellectuels et tous les salarié-es et les citoyennes, le Front de Gauche agit et propose pour qu'enfin le peuple soit entendu. Il est ouvert à tous ceux et toutes celles qui veulent y contribuer dans des Comités qui seront créés dans chaque circonscription législative.

Avec le Front de Gauche, face à la bande du Fouquet's et aux actionnaires.

**PRENEZ LE POUVOIR !**



#### SUR LE WEB

Télécharger le tract : <http://www.pcf.fr/10575>

## Vie du Parti

### La marche des fiertés ce samedi à Paris

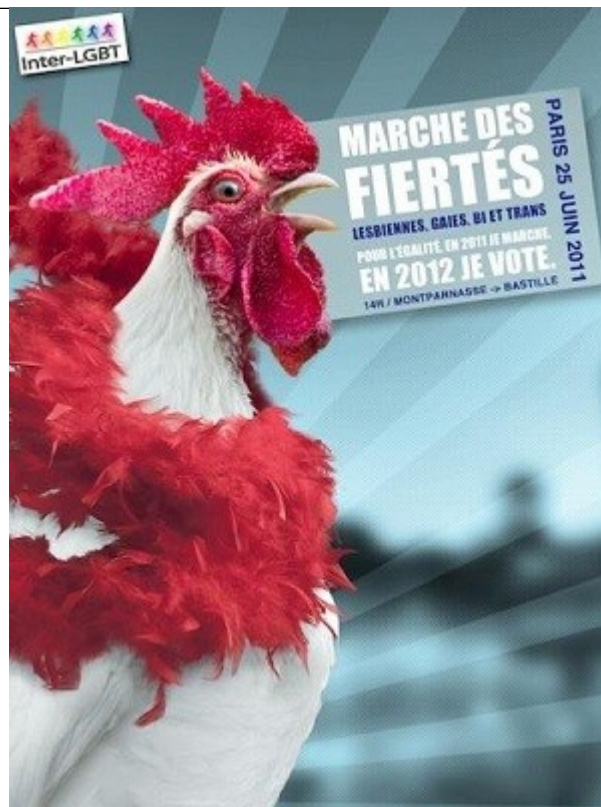
Comme chaque année, le PCF appelle à contribuer au succès de cette immense manifestation qui rassemble des centaines de milliers de personnes en faveur de l'égalité des droits pour les personnes LGBT -lesbiennes, gays, bi, trans-.

C'est derrière la banderole « Avec le Front de Gauche, en marche pour l'égalité des droits » que défileront dans une ambiance festive et combative toutes celles et ceux qui souhaitent donner de la force à cette nouvelle dynamique, comme l'avaient proposé en mai dernier à ses partenaires, le PCF et son collectif « Fier-e-s et Révolutionnaires ».

Notre combat contre toutes les discriminations -qui gangrènent les relations sociales et sont source de souffrance humaine- s'inscrit dans notre lutte pour l'émancipation de l'humanité et l'épanouissement de la personne.

A l'évidence, la personne humaine ne peut s'épanouir sans que son orientation sexuelle, le genre qu'elle ressent être le sien, puissent être vécus au grand jour, respectés par les autres. Pouvoir s'aimer à la vue de tous sans peur, sans honte, sans mensonge est un droit fondamental de chaque être humain. La reconnaissance de l'orientation sexuelle et celle de l'identité de genre sont donc choses fondamentalement communistes. Cela ne tient pas qu'à l'intime. L'affirmation de la différence, son respect, son épanouissement, constituent une richesse pour le développement social. Tout cela veut dire aussi: égalité des droits.

Alors que dans sa majorité, la population française devient de plus en plus ouverte à la diversité (plusieurs enquêtes d'opinion révèlent des majorités favorables au mariage, à l'adoption etc,,,) les actes « LGBTphobes » deviennent plus nombreux, plus violents, plus directement injurieux. C'est intolérable ! Naturellement, depuis de nombreuses années les Propositions de Loi des parlementaires communistes et par la suite avec ceux du Parti de Gauche appellent, bien sur à combattre de telles incitations, et à construire, dans tous les domaines – améliorations du PACS, mariage, filiation- une véritable égalité des droits. « Liberté, Egalité, Aimer » disons nous depuis des années à la « Gay Pride ». Nous le dirons aussi, plus nombreux encore Samedi, avec le Front de Gauche.



#### INFORMATIONS PRATIQUES

Rendez vous entre 13 h. et 14 h. Boulevard des Invalides, à la hauteur de la station de bus Oudinot, métro Saint-François-Xavier.

## Aide à la communication

### La guerre des pauvres, c'est le rêve des riches

Par touches successives, au gré de quelques phrases-chocs, de propositions-tests avancées par des ministres ou des parlementaires UMP en mission, les thèmes et les cibles de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy se précisent. Tout ce qui sera susceptible d'agglomérer les voix les plus à droite à celles de femmes et d'hommes en perte d'espoir collectif sera bon à prendre pour les stratèges de l'Élysée. Pour tenter de résoudre l'impossible équation (se succéder à lui-même en 2012, quand il ne peut compter aujourd'hui que sur le soutien d'un Français sur trois), le président sortant cherche son salut dans la division. Si les salariés, qui ont tant de mal à joindre les deux bouts, pouvaient se retourner contre leurs voisins plus pauvres qu'eux, au lieu de demander des comptes aux actionnaires et aux grands patrons, Nicolas Sarkozy aurait partie gagnée.

Le RSA (revenu de solidarité active) est devenu en quelques semaines le symbole de « la France des assistés », selon le titre d'une prétendue enquête du Figaro Magazine qui suinte la haine du pauvre, le mépris de l'homme et de la femme fragilisés par la crise. Elle véhicule sans honte les pires anecdotes de comptoir pour marteler que les allocataires des quelque 470 euros mensuels du RSA seraient des profiteurs scotchés sur leur canapé et passant leurs vacances à Bali aux frais de « ceux qui tirent leurs revenus du travail ». Le mépris de classe n'est pas chose nouvelle. Au XIXe siècle, les ancêtres des « happy few » du Fouquet's criaient à l'immoralité des mineurs passant un peu de bon temps à l'estaminet. Mais aujourd'hui, la campagne, dont le Figaro Magazine donne le ton idéologique, vise à désolidariser le salarié mal payé du chômeur contraint de survivre avec des allocations. Tant que le débat reste à ce niveau, le gouvernement est tranquille et les patrons se voient exonérés de toute responsabilité dans la politique de bas salaires qui est la norme dans notre pays. Les 8 millions de travailleurs pauvres, les 13 % de Français qui galèrent en dessous du seuil de pauvreté constituent un socle de réalités résultant de la politique de soumission aux marchés financiers et au Medef. C'est ce que la démagogie de la droite sarkozienne tente de cacher derrière le rideau de fumée. En déclarant que « l'assistantat est le cancer de la société française », Laurent Wauquiez n'a pas commis un écart de langage, mais lancé un ballon d'essai à destination de l'opinion de droite et d'extrême droite. La proposition de Jean-François Copé, secrétaire général de l'UMP, qui consisterait à contraindre les chômeurs de longue durée à des heures de travail gratuit, vise à entretenir le climat de suspicion, à flatter les réflexes simplistes et à encourager le populisme.

Pendant ce temps-là, plus discrètement, les députés débattent du projet du gouvernement d'allègement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Mais solidarité bien ordonnée commence par sa caste. Derrière le jeu de rôle au sein de la majorité parlementaire sur la prise en compte, ou non, des œuvres d'art dans le patrimoine imposable, une chose est sûre : les nantis seront largement récompensés de la suppression du bouclier fiscal. Et dans ce domaine, l'assistance que leur prodigue la société ne se mesure pas en centaines d'euros, mais en dizaines voire en centaines de milliers de cadeaux fiscaux.

### Indignés de tous les pays...

Les indignés ? Nous en sommes !

De leur colère, de leur volonté de se réapproprier leur vie, de s'évader des semelles de plomb fixées par les marchés pour rêver à des futurs plus libres.

Indignés... Le mot naît d'un livre, court la vieille Europe d'un pays à l'autre, recueillant les échos des secousses de Tunisie ou d'Égypte. Ces mouvements s'insurgent aussi contre la destruction de l'idéal démocratique dont se targuait le Vieux Continent et dont les gouvernants font litière dès que les bulletins de vote contredisent l'austérité, qu'ils érigent en loi absolue. Au point que ce bon M. Trichet rêve de devenir un tout puissant ministre des Finances de l'UE, qui, redevable devant personne, édicterait les purges destinées aux peuples.



Les scrutins espagnols qui balaient des socialistes compromis pour remettre en selle une droite encore plus brutale soulignent une impasse politique à laquelle ces jeunes, rassemblés sur les places symboliques, cherchent une issue.

Il appartient à la gauche d'inventer autre chose que les mouvements de balancier et la démission devant l'argent roi.

Le Front de gauche ouvre une porte en France. Il reste à ses partisans à s'y engouffrer.

### **Le coup de l'assistanat**

Le rapprochement est saisissant.

Alors que des centaines de milliers de familles survivent à peine avec le RSA, 999 millions d'euros prévus pour ce dispositif ne leur sont pas versés. De quoi permettre de scandaleux allègements pour les grandes fortunes. Martin Hirsch, qui a accepté de servir de caution sociale à Nicolas Sarkozy, a finalement constaté l'injustice flagrante des politiques de droite et, maintenant qu'il a quitté le gouvernement, l'a dénoncée. C'est, il est vrai, un raccourci saisissant de quatre années d'un mandat présidentiel qui aura pris aux pauvres pour donner aux riches que cette dénonciation des titulaires du RSA comme de profiteurs assistés. Sur la sellette, François Baroin qui, dans sa jeunesse, s'inquiétait de la fracture sociale, n'a eu pour réponse que la menace et a lancé à l'ancien dirigeant d'Emmaüs un « rappel à l'ordre » et à « l'obligation de réserve ». Démocrate un jour ne signifie pas démocrate toujours...

Et les dessous de la convention que tenait l'UMP ne sont pas très propres. L'entreprise vise à semer les germes de division entre toutes les victimes de sa politique. Sale boulot fait salement. Jean-François Copé peut toujours juger ignobles les déclarations du PCF dénonçant l'instauration d'un travail obligatoire, il reste que l'imposition d'heures de travail mal ou pas payées à ceux que la politique gouvernementale a blessés relève de l'indécence. Quand le secrétaire général de l'UMP plaide en faveur d'un rééquilibrage « des droits et des devoirs », on voit en quoi cela consiste quand les grandes fortunes sont choyées.

Nous n'aurons pas la cruauté de rappeler comment un des porte-parole de la droite, l'ancien ministre de l'Éducation Luc Ferry, a considéré qu'il était de son devoir de ne pas donner de cours à l'université et de son droit de toucher depuis septembre dernier son salaire de professeur. On imagine que ce moraliste de cour jugera que le travail est bien divisé, l'un travaille et l'autre récolte. « L'amour de la démocratie est celui de l'égalité », écrivait Montesquieu.

On voit ce que fait ce pouvoir de la devise républicaine et l'on rêve du « coup de foudre de la justice » invoqué par Victor Hugo et que les électeurs pourraient lancer au terme d'une année où la droite aura fait feu de toutes les provocations, en matière sociale comme de sécurité.

### **Automobile : dividendes avant tout**

Comment relancer la machine à dividendes ? Telle est la seule question qui se pose dans l'industrie automobile.

Dans le cas du groupe PSA, dont la stratégie ne diffère guère de celle de ses concurrents français ou autres, le nouveau président du directoire, Philippe Varin, dès sa nomination en 2009, ne cachait pas son constat et la recette qui va avec. Ni l'un ni l'autre ne brillent par leur originalité : « il y a des surcapacités de production » et il faut « se mondialiser ». À 3,2 millions d'euros de revenus par an, comme l'an passé, l'homme est devenu l'un des bras armés du patronat et, comme Laurence Parisot, mène campagne contre les « coûts salariaux ». Il a même l'oreille du premier ministre qui, en février, reprenait leur « idée » de « graver dans le marbre » les bas salaires et les exonérations de cotisations sociales qui vont avec.

Mais cela ne suffit pas. Pour obtenir, en 2010, un chiffre d'affaires en hausse de près de 16 % pour le groupe et de près de 28 % pour l'équipementier Faurecia, le travail a été mis à contribution. Ce que, de façon pudique, ces comptables appellent « réduction des coûts » – suppression d'emplois, fermetures d'usines... – a compté pour plus de la moitié d'un retour aux profits d'environ 1 milliard d'euros. La crise est finie pour des actionnaires qui ne l'ont guère connue ; elle va continuer d'être payée par les travailleurs. Le Document de référence 2010 de PSA, remis en avril à l'Autorité des marchés financiers, conforte pour une large part l'analyse de la CGT, qui révèle la « feuille de route » du groupe automobile. 72 % du chiffre d'affaires est-il réalisé en Europe de l'Ouest aujourd'hui ? Il faudra faire franchir la barre

des 50 % des ventes hors de cette zone dès 2015. Emplois, investissements, recherche, production : destination pays « LCC », entendez à « bas coûts ». Et pour les sites français, il est prévu d'augmenter très sensiblement la productivité, soit la pression sur des salariés déjà pressurés et en nombre plus réduit, et de se reposer encore plus sur les sous-traitants.

Quant à l'existence d'usines, telles celles de Sevelnord ou d'Aulnay-sous-Bois, le choix est simple : les rayer d'un trait de plume, et par là sinistrer des bassins d'emploi entiers dans le Nord et en Seine-Saint-Denis, ou les laisser durer un peu en recourant à un chantage à de nouvelles subventions publiques. Voir détailler noir sur blanc ce qui est une pratique générale est éclairant.

Mais il est deux aspects convergents de la « note de synthèse » mise sur la place publique par la CGT qui méritent d'être soulignés. Le premier est le souci de discrétion par crainte de voir augmenter « la difficulté sociale ». Le second est un « planning » soucieux de situer « la fenêtre d'annonce possible, dans le calendrier électoral français, au 2e semestre 2012 ». Pour ceux qui travaillent de concert avec un conseil de surveillance familial où l'on trouve un baron Seillière qui y touche 50 000 euros d'argent de poche en jetons de présence, il est deux dangers : que les salariés ripostent collectivement et qu'ils utilisent leur bulletin de vote ; voire que semblables révélations et mobilisations aient valeur d'aiguisement du débat politique dans un sens contraire à leurs intérêts et calculs strictement financiers.

Alors que ces stratégies étranglent la croissance, les salaires et l'emploi, ce document tombe à pic pour ceux qui bataillent pour l'avenir industriel de la France, qui doit aller de pair avec le contrôle de l'argent public, l'augmentation du pouvoir d'achat et l'investissement dans la recherche et les qualifications.

Ceux qui défendent bec et ongles les intérêts de leur classe n'opposent pas « social » et « politique »...